news tank éducation & recherche

L'abonnement à News Tank Éducation & Recherche est payant, merci de respecter la propriété intellectuelle et de ne pas transférer cet article sans autorisation préalable de News Tank Éducation & Recherche.

Blocages : « Notre principale inquiétude porte sur les étudiants susceptibles de décrocher » (Réseau Vécu)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Interview n°461671 - Publié le 24/11/2026 à 16:08

Imprimé par - abonné # - le 27/11/2026 à 09:46



Laurent Bordet et Julie Morère, coordinateurs du Réseau Vécu, des VP vie étudiante - © DR et Alice Grégoire

« Notre principale inquiétude porte aujourd'hui sur les étudiants susceptibles de décrocher », déclare Laurent Bordet, coordinateur du réseau Vécu, le réseau des VP vie étudiante, à News Tank le 22/11/2026.

Alors que les mobilisations se prolongent dans les universités depuis fin septembre, Laurent Bordet évoque avec Julie Morère, également coordinatrice du réseau Vécu et VP vie étudiante à Nantes Université, une situation qui fragilise une partie des étudiants, au-delà de ceux directement engagés dans le mouvement. Examens de fin de semestre, candidatures en master, continuité des enseignements : les incertitudes concernent notamment les néoentrants, les étudiants internationaux, les alternants et les étudiants salariés.

« Dans les établissements les plus touchés, où les blocages sont longs et persistants, les remontées du terrain font état d'une santé mentale étudiante fragilisée », indique Laurent Bordet, également VP vie étudiante à l'Université d'Angers.

Par ailleurs, « cette violence, qu'elle soit physique, verbale ou qu'elle touche au patrimoine universitaire, présente un caractère inédit », ajoute-t-il en évoquant des incendies, des violences à l'encontre des équipes de gouvernance et des difficultés à maintenir le dialogue.

Les coordinateurs du Réseau rappellent que beaucoup des revendications des étudiants ont déjà été documentées dans les SDVE et les enquêtes après le Covid. « Nous considérons qu'il s'agit d'un élan démocratique et que la parole de la jeunesse est importante à entendre. »

Un second article à paraître évoquera les possibilités d'évolution de la démocratie universitaire.

Vulnérabilité des étudiants apprentis, étrangers et néoentrants

Dans un contexte de mobilisation dans les universités depuis fin septembre 2026, quel lien, en tant que vice-présidents chargés de la vie étudiante, essayez-vous de maintenir avec les étudiants ?

Laurent Bordet : Il y a deux niveaux de réponse. Le premier concerne les étudiants qui manifestent, occupent les campus ou sont engagés dans le mouvement. Le suivi de ces mobilisations est organisé de manière très hétérogène selon les établissements. Il dépend notamment du niveau de gouvernance auquel se situe le dialogue. Il est souvent piloté directement par les présidents d'université, parfois avec l'appui de vice-présidents chargés du suivi des mouvements. Certains VP (Vice-président(e)) CFVU (Commission de la formation et de la vie universitaire) sont également en première ligne.

Les situations sont très diverses. Dans certains établissements, les tensions sont particulièrement fortes, avec des blocages importants et des événements inédits : incendies, attaques verbales et violences physiques à l'encontre des équipes de gouvernance. À l'inverse, certains établissements connaissent peu de mouvement ou des mobilisations sans débordement. Il faut donc insister sur cette hétérogénéité.

Le deuxième niveau concerne l'ensemble des étudiants et la manière dont ils vivent cette période.

Quelles sont vos principales préoccupations à leur égard ?

Laurent Bordet : Elles concernent notamment les étudiants qui ne sont pas directement impliqués dans le mouvement, sans que cela signifie qu'ils ne soutiennent pas les revendications. Près d'un mois et demi après le début des mobilisations, les inquiétudes portent davantage sur leurs conditions de vie et les conséquences de la persistance du mouvement.

Trois sujets se dégagent. Le premier concerne les examens et la période d'évaluation : nous arrivons à la fin du premier semestre et les modalités d'organisation restent très variables selon les établissements.

Le deuxième concerne Mon Master, qui approche pour les étudiants de L3 (Licence 3). Les inquiétudes sont importantes quant à la constitution de leurs dossiers de candidature.

> « Risque de décrochage chez les néo-entrants et néo-arrivants »

Enfin, nous sommes préoccupés par le risque de décrochage, notamment chez les néoentrants et les néoarrivants. Dans les établissements les plus touchés, où les blocages sont longs et persistants, les remontées du terrain font état d'une santé mentale étudiante fragilisée.

Nous avons tiré des enseignements de la période du Covid. De nombreux dispositifs créés à cette époque ont été maintenus et peuvent être réactivés. Nous avons également développé une capacité de réaction et appris à identifier les publics les plus fragiles. Notre principale inquiétude porte aujourd'hui sur les étudiants susceptibles de décrocher.

Julie Morère : Les étudiants de master sont également particulièrement concernés. L'incertitude sur la tenue des enseignements et les modalités d'évaluation est déstabilisante pour ceux qui ont travaillé pendant plusieurs années pour atteindre ce niveau d'études.

Les étudiants internationaux, venus en France pour un semestre ou une année à la découverte de la langue et de la culture française, soulignent leurs difficultés : le coût de leurs études est parfois élevé (Diplôme universitaire de français, etc.) et ils n'ont eu que deux ou trois semaines de cours pour prendre leurs repères sur les campus.

Les étudiants en alternance constituent également un point d'attention. Moins présents sur les campus, ils doivent s'organiser avec leur entreprise d'accueil. Il faut aussi prendre en compte les étudiants boursiers, qui doivent justifier de leur assiduité pour percevoir leur bourse, ainsi que les étudiants salariés, qui peuvent rencontrer des difficultés lorsque les enseignements à distance sont programmés sur leurs horaires de travail.

Un large éventail d'étudiants peut donc se retrouver en situation de vulnérabilité.

Êtes-vous sollicités par les présidences pour assurer un relais auprès de ces étudiants ?

> « Large éventail d'étudiants pouvant être en situation de vulnérabilité. »

Julie Morère : La situation varie selon les équipes présidentielles. Certains vice-présidents chargés de la vie étudiante sont présents sur le terrain et échangent avec les organisations représentatives, les organisateurs des assemblées générales et les étudiants présents sur les campus. D'autres sont davantage sollicités pour apporter des conseils ou un appui en parallèle de ces échanges.

Laurent Bordet : Il n'y a pas de réponse uniforme. Cela dépend de l'histoire des établissements, de leur expérience des mobilisations, de l'appétence pour le dialogue et de l'ancienneté des vice-présidents dans leurs fonctions.

Julie Morère : Nous sommes aussi identifiés comme des VP ressources. Sur les questions de santé mentale, nous rappelons l'existence des services de santé étudiante et des dispositifs d'accompagnement psychologique. Les étudiants Relais Santé restent très présents sur les campus aux abords des lieux de vie étudiante que nous tentons de garder ouverts.

Nous veillons à ce que les bibliothèques universitaires restent des espaces sanctuarisés, où les étudiants peuvent étudier dans un environnement serein et rompre leur isolement. Les activités sportives ou culturelles permettent aussi de maintenir le lien social.

Des dispositifs de lutte contre la précarité numérique existent, notamment des passes numériques (achat de tablettes ou ordinateurs, aide à la connexion avec clés 4G). Sur le plan matériel, les distributions contre la précarité menstruelle, les épiceries solidaires et les contacts avec les Crous (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) sont maintenus pour préserver l'accès au repas à 1 €, et favoriser le lien social.

En Pays de Loire par exemple, nous organisons des points réguliers avec la direction générale du Crous. Celle-ci s'efforce de maintenir les ouvertures autant que possible et d'adapter les fermetures aux blocages, tout en préservant les conditions de travail de ses personnels.

La perturbation de la vie de campus

Cette coordination avec les Crous concerne-t-elle aussi l'hébergement et la culture ?

Laurent Bordet : Les restaurants universitaires étant généralement situés sur les campus, les Crous sont associés aux cellules de crise lorsqu'un établissement connaît un blocage ou une fermeture.

Les préoccupations de la rentrée liées aux files d'attente et à la restauration à 1 € sont aujourd'hui passées au second plan. Il faudra néanmoins tenir compte des perturbations d'octobre pour dresser le bilan du repas à 1 €.

« Dans les établissements bloqués, toute la programmation et l'animation des campus perturbées »

Plus largement, dans les établissements bloqués, toute la programmation et l'animation des campus sont perturbées. Les équipes de vie étudiante sont confrontées depuis plusieurs années à des annulations d'événements pour des raisons climatiques, politiques ou liées aux mouvements de jeunesse. Elles ont développé une certaine résilience, mais nous devons réfléchir à un nouveau modèle intégrant davantage ce risque d'annulation.

Cette instabilité peut entraîner un découragement des équipes.

Julie Morère : Le tutorat étudiant constitue un autre dispositif important : sur les campus, les tuteurs sont mobilisés pour assurer la continuité pédagogique à distance ou accueillir les étudiants dans les bibliothèques, recueillir leur parole et les orienter vers les services compétents.

Certains établissements disposent déjà de points d'entrée ou de guichets uniques. Certains Crous souhaitent également encourager les référents des résidences universitaires à aller à la rencontre des étudiants pour leur rappeler les ressources disponibles. L'objectif est de renforcer les relais d'information auprès des étudiants présents sur les campus comme de ceux qui vivent en résidence.

La situation actuelle présente-t-elle des particularités par rapport aux mobilisations précédentes ?

Laurent Bordet : Lors de notre dernière réunion, le 12/10/2026, nous avons consacré une large place aux échanges sur les mobilisations. Certains collègues ont tenu des propos très forts et nous avons entendu des témoignages auxquels nous n'étions pas habitués. Les universités connaissent régulièrement des blocages, mais la séquence actuelle se distingue par la violence de propos et d'actions, dans beaucoup d'universités. Dans les jours qui ont suivi, l'UFR (Unité de formation et de recherche) 2 Lettres de Rouen a été incendiée.

Cette violence, qu'elle soit physique, verbale ou qu'elle touche au patrimoine universitaire, présente un caractère inédit. Il existe une véritable inquiétude, notamment parce qu'il est difficile de savoir quand le mouvement prendra fin.

« Caractère inédit de la violence »

Julie Morère : Dès le 12/10, nous avions tous la conviction que le mouvement ne s'arrêterait pas avec les vacances. Et il n'est pas certain qu'il prenne fin avec celles de Noël.

Laurent Bordet : Nous avons aujourd'hui le sentiment d'être à un moment charnière. Après les annonces nationales, le mouvement pourrait évoluer vers des revendications davantage locales.

Certaines remontées du terrain alimentent les inquiétudes. À Amiens, une AG (Assemblée générale) étudiante a duré neuf heures en début de semaine. Nous avons également eu des retours sur des échanges avec la gouvernance de Lyon 2, au cours desquels les interlocuteurs étaient masqués ou cagoulés. Cela soulève des questions sur les conditions dans lesquelles le dialogue peut être instauré et maintenu.

Notre principale préoccupation reste toutefois la manière dont le semestre pourra être organisé sur le plan des évaluations pédagogiques, une question qui concerne davantage les VP CFVU.

« Pas de surprise sur les revendications liées à la vie étudiante »

Sur les revendications liées à la vie étudiante, nous ne sommes pas particulièrement surpris. Beaucoup sont déjà documentées dans les schémas directeurs de la vie étudiante et les enquêtes réalisées après le Covid. Nous mesurons depuis plusieurs années le niveau de stress élevé, la dégradation de la santé mentale et la pression liée à la réussite des études, notamment dans la séquence post-Parcoursup et au moment de l'accès au master. Nous ne découvrons donc pas la situation de la jeunesse, mais nous nous interrogeons sur notre capacité à apporter des réponses locales.

Julie Morère : Notre constat sur la durée du mouvement ne signifie pas que nous sommes contre les revendications exprimées. Nous considérons qu'il s'agit d'un élan démocratique et que la parole de la jeunesse est importante à entendre. Dans nos échanges avec les organisations représentatives et les organisateurs des assemblées générales, nous cherchons à rappeler que les modalités de la mobilisation ne doivent pas créer davantage d'inégalités entre étudiants. Les premiers touchés risquent en effet d'être ceux qui sont déjà en situation de décrochage ou de précarité, ce qui nous semble contraire aux principes mêmes énoncés dans les revendications.

Nous sommes opposés aux blocus, puisqu'il n'est pas légal d'empêcher les étudiants d'exercer leur droit à étudier. Les blocages reconduits chaque jour vident les campus et peuvent s'accompagner de violences, également relevées par les présidents d'université dans le dernier communiqué de France Universités.

« Nous sommes opposés aux blocus »

Nous constatons un décalage entre certaines modalités d'action violentes et la volonté d'étudiants de porter des revendications qui nous semblent légitimes et rejoignent des préoccupations exprimées depuis plusieurs années par les présidents d'université et les représentants du réseau VP Vécu.

Laurent Bordet : Nous avions anticipé dès janvier la possibilité de mouvements de jeunesse dans l'enseignement supérieur. Nous sentions que quelque chose se passait dans la jeunesse française et que cela s'inscrivait dans une dynamique plus large.

Des mouvements se sont développés depuis 18 mois dans différents pays, notamment en Inde, en Serbie et au Pérou. En Serbie, les étudiants ont obtenu une victoire politique lors des élections législatives. Dans les 15 jours qui ont suivi le début du mouvement universitaire du 01/10, des mobilisations ont également eu lieu en Italie, en Allemagne et en Belgique. La situation française ne peut donc pas être considérée comme isolée.

Réseau des vice-présidents vie étudiante, de campus et universitaire (VP Vécu)

Catégorie : Associations, réseaux

Général

Date de création	Octobre 2018
Missions et objectifs	• Proposer un accompagnement de pair à pair, via une solidarité entre tous les acteurs politiques de la vie universitaire et de la vie étudiante et l'échange de bonnes pratiques. • Porter la voix collective des acteurs politiques dans le domaine de la vie étudiante et de la vie universitaire, avec un rôle de conseil auprès des partenaires et tutelles.
Membres	80 vice-présidents membres
Gouvernance	Coordinateurs : Julie Morère (Université de Nantes) et Laurent Bordet (Université d'Angers)

Fiche n° 13272, créée le 29/03/2022 à 09:00 - MàJ le 24/11/2026 à 15:42

© News Tank Éducation & Recherche - 2026 - **Code de la propriété intellectuelle :** « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »